

SEMAINE DES COMPÉTENCES AFRICAINES

Edition 2022

A PROPOS D'AFROSKILLS

Fondée en 2018 par de jeunes Africains, AfroSkills est une initiative pour le développement du capital humain en Afrique. Elle regroupe des expertises africaines et mondiales de tous bords avec pour vision de « transformer l'Afrique avec le savoir ».

Dans cette logique, AfroSkills s'est donnée pour mission de contribuer à accélérer le développement des compétences africaines et améliorer les conditions de vie des populations, en œuvrant à la transformation de la jeune main d'œuvre africaine en facteur réel du développement économique, politique et social. Pour cela, AfroSkills propose des formations, des forums d'échanges de connaissances et de bonnes pratiques, des projets de recherche et d'innovation ainsi que des opportunités de plaidoyers et dialogues politiques.



Grâce à notre plateforme numérique de création, transmission et de diffusion du savoir et des compétences, l'« Africa Knowledge Hub », nous permettons aux Africains et à toute personne intéressée par l'Afrique, de dispenser et d'avoir accès aux formations de niveau international gratuitement ou à des prix très abordables et partout dans le monde. L'« Africa Knowledge Hub » est une plateforme non-institutionnelle qui comble le fossé entre ceux qui ont des compétences et ceux qui cherchent à en acquérir.



L'Africa Knowledge Hub facilite aussi les échanges et la collaboration entre parties-prenantes du développement du capital humain en Afrique, renforçant ainsi la coopération entre les pouvoirs publics, les universités et instituts de formation et le secteur privé, pour mieux adapter les formations, la recherche et les innovations aux besoins du marché de l'emploi et aux priorités de développement d'une part, et d'autres part, pour accroître la contribution du secteur privé au financement de l'éducation, la formation et la recherche et l'innovation. L'Africa Knowledge Hub est accessible par :



<https://www.afroskills.org/fr/home>

AVANT-PROPOS



Viser la transformation de l'Afrique avec le savoir, mieux avec le savoir-faire des africains n'est pas une simple option, c'est une voie qui devrait être soutenue. Lier recherche, formation et construction des compétences en adéquation avec le marché de l'emploi des pays africains est un défi qui se doit d'être relevé et AfroSkills avec son réseau de partenaires et collaborateurs y travaille avec abnégation, passion et enthousiasme : Hommages et bonne continuation.

Le président de la Banque Africaine de Développement, **Akinwumi Adesina**, affirme que les jeunes Africains doivent être préparés aux emplois du futur : « *De l'intelligence artificielle à la robotique, en passant par l'apprentissage automatique et l'informatique quantique, l'Afrique doit investir davantage dans la réorientation et la requalification de sa main-d'œuvre, en particulier les jeunes* ».

En prévision du Sommet sur la transformation de l'éducation en Afrique tenu en septembre 2022, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, avait déclaré que : « *Les programmes scolaires inadaptés, la formation obsolète des enseignants et les méthodes d'enseignement révolues privent les élèves des compétences nécessaires pour naviguer dans le monde en rapide évolution d'aujourd'hui* ». Soulignant qu'il est essentiel de fournir une éducation de qualité inclusive et équitable pour atteindre l'ODD 4, M. Guterres avait ajouté que : « *Tout pays qui ne procède pas activement à une révision en profondeur de son système éducatif aujourd'hui risque d'être laissé pour compte demain* ». Rapporte Raphael Obonyo de Afrique renouveau magazine

La question est de savoir si les pays africains préparent leurs jeunes aux emplois présents et ceux de l'avenir ? Oui et non diront les uns et les autres. Les avancées quoi que timides existent, mais à défaut de répondre à cette question, je me permets d'affirmer qu'en organisant la Semaine des Compétences Africaines (SCA) du 7 au 10 décembre 2022, AfroSkills répondait valablement à cette préoccupation.

Ce rapport de la semaine des compétences africaines édition 2022, revient sur les expériences vécues et partagées et présente les différentes activités et synthèses des diverses communications données lors des panels.

J'ai pour ma part, retenu qu'au-delà de l'éducation et de l'instruction, il faut pour l'Afrique systématiser qualitativement l'offre de formation afin de disposer d'une main d'œuvre qualifiée et compétente.

Le diplôme est une présomption de connaissances, il faudra de la compétence afin de s'assurer l'acquisition et le développement d'un capital humain à la hauteur des défis africains.

Sagesse, humilité et compétences devraient désormais nous caractériser.

Vivement l'édition 2023 de la Semaine des Compétences Africaines.

Bonne lecture !!

Prof. Jean Marie KANDA NTUMBA

*Doyen de la faculté Polytechnique de
Université de Lubumbashi-RDC*

EDITORIAL

**Promouvoir le savoir, redynamiser la force du travail, donner de l'espoir**

C'est par le titre ci-dessus que je commence cet éditorial, que j'ai l'honneur de produire pour le compte de l'édition 2022 de la Semaine des Compétences Africaines (SCA), tenue du 07 au 10 décembre 2022. J'ai participé à cet événement en tant que membre du jury d'évaluation des projets finalistes du Concours d'Idées d'Affaires. Pour dire vrai, ma participation a été motivée par la curiosité. Premièrement j'étais curieux de savoir de quoi il était question. Deuxièmement, je ne voulais pas décevoir les initiateurs du projet, qui comptaient sur mon expertise d'enseignant et de manager des projets de développement. Ainsi, avec d'autres experts, j'ai évalué une dizaine de projets d'investissements que de jeunes hommes et femmes ont conçus pour se frayer un espace dans les économies de leurs pays.

Au moment du bilan, je ne regrette pas d'avoir donné de mon temps pour cet événement. D'abord, je trouve que pour un essai, les promoteurs, en l'occurrence Afroskills, ont démontré qu'ils ont une ambition, une vision, et une mission qui angoissent et qu'ils peuvent propulser les jeunes africains et africaines qui vivent en Afrique et hors d'Afrique, hors de leur zone de confort. Mieux, ils ont aussi réussi le pari de l'équité entre les hommes et les femmes. Dans un continent africain où, comparées aux hommes, les femmes ont moins accès à l'emploi et constituent l'essentiel de la force de production dans le secteur de l'économie informelle, l'élimination des facteurs systémiques qui empêchent l'éclosion, l'épanouissement, et l'autonomisation des femmes est indispensable à une redynamisation adéquate de la force de production. L'attribution de deux des trois premières places à des projets conçus et menés par et avec des femmes est une distinction d'honneur pour Afroskills. Ensuite, les projets que j'ai évalués avec les autres membres du jury ont satisfait ma curiosité et boosté mon engagement à promouvoir de l'équité dans la force de travail en Afrique. Les projets étaient de bonne qualité et les concepteurs les ont présentés avec enthousiasme. Ce qui est un élément fondamental de l'avenir.

Pour moi, les concepteurs et conceptrices des projets finalistes ont, par leur verve, convaincu les participants et participantes qu'AfroSkills porte l'espoir de voir des jeunes entrepreneurs africains acquérir des compétences pour influencer et contrôler les petites et moyennes entreprises dans les économies nationales africaines. C'est d'autant plus important que les pays africains marchent vers la naissance de l'AfCFTA, le marché commun africain, qui sera le plus grand marché de libre-échanges au monde avec 55 pays et huit communautés économiques régionales. Dans un tel contexte, il est question d'amplifier la visibilité des jeunes entrepreneurs et les rendre autonomes, en leur ouvrant des espaces d'échanges et des accès aux ressources pour profiter des opportunités économiques et culturelles. C'est là le défi titanesque qu'AfroSkills veut relever et qui lui donne un caractère unique, innovateur, et résolument panafricain.

Pour avancer, j'offre la thèse que la redynamisation et la recherche de l'équité dans la force du travail en Afrique devrait être, le point focal, sinon le but ultime d'AfroSkills. Par équité, je veux parler de la réduction des disparités entre les hommes et les femmes dans le monde du travail et la provision de protection sociale adéquate aux travailleuses et travailleurs dans l'économie formelle et informelle. Par équité, je veux parler de l'amélioration du capital humain africain.

Depuis quelques années, on assiste à une diplomatie des grandes puissances vers le continent africain, que je trouve agressive. Les Etats-Unis, la France, la Turquie, la Russie, la Chine, pour ne citer que ces exemples, multiplient les visites de haut niveau en Afrique. Les raisons de cette nouvelle ruée vers le

continent sont multiples. Cependant, deux de ces raisons retiennent mon attention : les vastes ressources naturelles et le capital humain du continent. Présentement, 60% de la population africaine a moins de 25 ans et selon les prévisions, l'Afrique va abriter, à elle seule, 42% des jeunes du monde en 2030. A côté des prévisions cataclysmiques et pessimistes, la pure vérité est que l'Afrique est le continent de l'avenir et de l'espoir. C'est le capital humain impressionnant, c'est-à-dire cette force du travail inégalable que le monde entier envie. C'est pourquoi, l'Afrique ne peut plus faire l'économie de la formation de cette force et son accès à l'emploi par l'entrepreneuriat.

L'Afrique de 2023 est un monde contrasté. D'une part, il y a un taux d'emploi des jeunes faible, un taux de bancarisation faible, une régression alarmante des libertés individuelles, une régression des valeurs républicaines, un accès inéquitable aux soins de santé, une recrudescence des mouvements migratoires vers l'occident et les pays arabes via des corridors où règnent racisme et trafics humains, et une érosion alarmante des valeurs du savoir et du travail. La mondialisation par les réseaux sociaux semble faire ses effets. D'autre part, il y a la pénétration des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) qui, quoi que n'ayant pas encore gagné tous les ménages, ont introduit de profonds changements dans les habitudes sociales, culturelles, politiques, et économiques. Les modes de transport et de déplacement, les transactions financières, les rapports entre business et entre business et clients, et la nature du travail dans tous les secteurs d'activités ont pris de nouvelles dimensions. Une des conséquences de la pénétration des NTIC est le boom des plateformes numériques de travail, véritables nouvelles sources d'emploi, de croissance du secteur de l'informel, et de lutte contre la pauvreté. Selon CENFRI, en 2019, il y avait en Afrique environ 365 plateformes digitales en opération en Afrique (<https://cenfri.org/wp-content/uploads/Africas-digital-platforms-trends-report.pdf>). Depuis, le nombre de plateformes et leurs utilisateurs n'a fait qu'augmenter

Tout cela pour dire, attention : les nouvelles opportunités ne doivent plus échapper au contrôle des entreprises et des travailleurs africains. Le moment est venu de remplacer le narratif de la marginalisation des africains dans leurs économies par un narratif d'inclusion, de participation, et de contrôle effectif des économies des pays et du continent. Voilà le contexte et ce défi qui donnent à AfroSkills une dimension révolutionnaire. Cette dimension révolutionnaire suscite de l'espoir. C'est au nom de cet espoir que j'invite les africains d'Afrique et des diasporas à investir des ressources intellectuelles, académiques, foncières et financières pour accompagner AfroSkills, un projet qui porte.

Dr. Eric Edi

Manager de Projets

Solidarity Center, Washington, DC. USA

eedi@solidaritycenter.org

RESUME EXECUTIF

Malgré la forte croissance économique que l'Afrique a connu ces vingt dernières années, les niveaux de transformation économique, de réduction de la pauvreté et de développement des compétences dans cette partie du monde sont bien inférieures à ceux des autres régions. Pour être effectif, ce développement des compétences exige des réformes et investissements dans une éducation et une formation adaptée, comme le montre l'expérience de la Chine ou encore celle d'autres pays d'Asie de l'Est.

Pourtant, l'augmentation de la population en âge de travailler en Afrique constitue une réelle chance d'accroître la prospérité collective. Malheureusement, la main-d'œuvre reste peu qualifiée, contrariant ainsi les perspectives économiques, alors même que la dépense publique dans l'éducation, quoique restant insuffisante a été multipliée par sept au cours des trente dernières années.



De l'inadéquation des formations offertes, à l'absence de synergies d'action des partie-prenantes de l'éducation, en passant par l'insuffisance de financement de la formation et de la R&D, jusqu'à l'environnement peu propice au développement de l'esprit entrepreneurial, les contraintes au développement des compétences en Afrique sont légion. Il s'ensuit un chômage endémique au sein de la jeunesse africaine pourtant diplômée.

Toutefois, l'espoir d'un bond en avant est possible. Il va falloir réaliser des réformes systémiques, en investissant de manière judicieuse dans le développement des compétences, en accord avec les objectifs de croissance de la productivité, d'inclusion et d'adaptabilité, pouvant aider à accélérer la transformation de l'Afrique.

Les actions suivantes seront importantes pour garantir le succès des prochaines éditions et atteindre les objectifs des résolutions de la Semaine des Compétences Africaines :

Relativement à la Semaine des Compétences Africaines, il faudra :

- Capitaliser sur la communauté d'utilisateurs et la capacité de mobilisation croissante d'AfroSkills, pour toucher davantage de parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur du continent, et trouver des partenaires médiatiques et stratégiques, ainsi que des sponsors qui accompagneront l'organisation des futures éditions ;
- Organiser la conférence de façon hybride (en présentiel et en ligne), pour mieux mobiliser les parties prenantes et accroître la crédibilité et l'envergure de l'évènement.

Relativement à l'atteinte des objectifs des résolutions, il a été recommandé :

- La nécessité d'une synergie d'action entre les autorités publiques, les universités, centres de formation professionnelle et le monde professionnel, pour bâtir des formations en droite ligne avec les besoins réels des économies africaines ;

- La création des cadres d'échanges, de référentiels et carrefours des métiers et d'une alliance des compétences africaines, pour proposer des stratégies et solutions permettant de développer les compétences dans les secteurs d'activités, afin de pouvoir anticiper la réactivité de l'offre de formation des jeunes, face aux évolutions technologiques et économiques dans la logique de l'agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) ;
- L'intensification des investissements dans la R&D scientifique et technologique, pour améliorer et étendre les mécanismes de collecte et d'analyse des données, informatiser les décisions et orienter les besoins dans les domaines prioritaires comme l'agriculture, la santé et l'éducation ;
- L'accompagnement des jeunes innovateurs par la mise sur pied des incubateurs. Celui-ci, peut prendre la forme d'une formation, d'amélioration des cadres juridiques, de recherche des partenaires techniques et financiers, etc ;
- L'africanisation des langues africaines autour desquelles les africains pourraient se retrouver, pour permettre aux jeunes diplômés et apprenants africains d'échanger et connaître leur environnement, leurs problèmes, leurs origines et leurs visées ;
- L'identification et l'élargissement de l'assiette des investisseurs de l'éducation au secteur privé, pour créer des métiers dans la formation, en mettant en avant les mécanismes alternatifs de financement de la formation et R&D, tels les financements participatifs (crowdfunding, Business Angels, etc.) ;
- L'exploitation du système **PAPSS** (Pan-African Payment and Settlement System), comme solution pratique permettant la circulation efficace et sécurisée des fonds, à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), et engager des réformes juridiques facilitant les investissements dans le développement des compétences en Afrique ;
- La mise sur pied des cadres de concertation permanents, pour surmonter les défis juridiques et fiscaux, résoudre la question du manque de confiance et échanger sur le rôle de la diaspora, afin d'endiguer les freins à l'entrepreneuriat de la diaspora et développer des partenariats commerciaux solides avec les partenaires locaux sur le continent.

REMERCIEMENTS

AfroSkills tient à remercier les experts suivants, pour avoir partagé leur expérience sur les stratégies de développement du savoir et des compétences en Afrique et pour leurs contributions à ce rapport :

- **M. Jean Marie, KANDA NTUMBA**
- **M. Eric EDI,**
- **Mme. Alice NGU ANU,**
- **Mme. ABIDI LEILA,**
- **M. EZENWA NWAGWU,**
- **M. AKUM NDIP,**
- **M. Javans MBOFUNG,**
- **Mme. Akassi Léonie KANGA,**
- **Mme. Grace MWENDAPOLE,**
- **M. Napoleon NFOR,**
- **M. Mislain HAKOU,**
- **M. Radhi MAAOUI,**
- **Mme. Feriel Ezzine BOUDEN,**
- **M. Christian NLEND,**
- **M. Yannick FOSSI,**
- **M. Gérard BOPDA,**
- **M. Felix Idongesit OYOSORO,**
- **M. Richard AGYEKUM,**
- **M. Salifu ALI,**
- **M. Alexander OWOLABI,**
- **M. Florentin SAHA KAMTA,**
- **M. Valentine AMBE,**
- **Mme. Anne-Sylvie GNABEHI,**
- **M. Elijah ENOAKU,**
- **M. Jérôme BIDJANG**
- **Mme Yolande ATANGANA**
- **Mr Jean Paul Betia Mbarga**

Clause de non-responsabilité

Ce rapport ne constitue pas des conseils politiques, techniques, financiers ou juridiques spécifiques et ne prétend en aucune manière se substituer à la volonté et orientations des politiques de développement des compétences des Etats africains. Ni AfroSkills, ni les experts ayant contribué à la rédaction du présent rapport ne peuvent être tenu pour responsable des éventuelles erreurs, omissions ou inexactitudes qu'il peut contenir.

TABLE DES MATIERES

A PROPOS D'AFROSKILLS	i
AVANT-PROPOS	ii
EDITORIAL	iii
RESUME EXECUTIF	v
REMERCIEMENTS.....	vii
LISTE D'ACRONYMES.....	ix
1. INTRODUCTION	1
2. LA SEMAINE DES COMPETENCES AFRICAINES 2022	3
2.1. Présentation et description	3
2.2. Principales Difficultés Rencontrées	4
2.3. Leçons Apprises.....	4
2.4. Recommandations Principales	5
3. LES PANELS D'EXPERTS	6
THEMATIQUE 1 : LES DEFIS DE MAIN D'ŒUVRE DES ENTREPRISES AFRICAINES : CONSTRAINTES ET SOLUTIONS.....	6
THEMATIQUE 2 : LES PARTIES-PRENANTES AU DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENARIAT : ROLES, ATTENTES, SYNERGIES ET PREROGATIVES	8
THEMATIQUE 3 : L'INNOVATION ET LE CONTEXTE AFRICAIN	11
THEMATIQUE 4 : DEFIS ET OPPORTUNITES DE LA FORMATION ET DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES EN AFRIQUE	14
THEMATIQUE 5 : STRATEGIES DE FINANCEMENT DE LA FORMATION ET DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES EN AFRIQUE	18
THEMATIQUE 6 : DEFIS ET OPPORTUNITES DE LA RECHERCHE & DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE EN AFRIQUE.....	21
THEMATIQUE 7 : STRATEGIES DE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE & DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE EN AFRIQUE	23
THEMATIQUE 8 : LES OPPORTUNITES ET DEFIS DE L'ENTREPRENARIAT EN AFRIQUE.....	25
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	32
4.1. Conclusions	32
4.2. Recommandations	32
5. RÉFÉRENCES	34
6. ANNEXES.....	36

Annexe 1 : Les Experts	36
Annexe 2 : Rapport de l'édition 2022 du Concours d'Idées d'Affaires Africaines (CIAA 2022)	38

LISTE D'ACRONYMES

- **ADEFOP** : Alliance Africaine pour la Formation Professionnelle
- **ASW**: Africa Skills Week
- **ACDSI**: Africa Center for Development and Social Innovation
- **ATFP**: Agence Tunisienne de La Formation Professionnelle
- **CIAA** : Concours d'Idées d'Affaires Africaines
- **CMS** : Content Management System
- **CNTE** : Centre National Tunisien des Technologies en Education
- **Dr** : Docteur
- **OIT** : Organisation Internationale du Travail
- **PAPSS**: Pan-African Payment and Settlement System
- **S&P** : Standard and Poor's
- **RDC** : République Démocratique du Congo
- **R&D** : Recherche et Développement
- **SCA** : Semaine des Compétences Africaines
- **TIC** : Technologie de l'Information et de la Communication
- **UA** : Union Africaine
- **ZLECAF** : Zone de Libre-échange Continentale Africaine

humain en Afrique ? Quelles stratégies et outils permettront d'inciter le secteur privé et la diaspora africaine à financer le développement des compétences en Afrique ?

Force est de constater que, pour favoriser une croissance plus inclusive, il faudrait renforcer le capital humain de l'Afrique et créer davantage d'emplois dans les secteurs en forte expansion. Pour ce faire, les pays devraient chercher à mieux intégrer les stratégies d'éducation et de développement des compétences dans leurs plans de développement économique, tout en améliorant et en élargissant les programmes d'éducation et de formation afin de renforcer l'employabilité et la productivité des travailleurs. Ce qui nécessite des mesures visant à améliorer la quantité et la qualité de l'offre en éducation et formation professionnelle.

Au demeurant, pour répondre à l'évolution rapide des besoins des économies africaines, les systèmes éducatifs doivent renforcer les compétences dans tous les domaines et surtout dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques pour répondre aux besoins en main d'œuvre de la quatrième révolution industrielle. Il est également urgent de développer les compétences institutionnelles et organisationnelles des Etats et des entreprises.

En cela, chercheurs, fonctionnaires et représentants du secteur privé des pays africains ont été invités en leur capacité personnelle à partager leurs analyses, connaissances, expériences et opinions, afin de débattre sur des solutions, de souligner les exemples de réussite et d'identifier les principaux chantiers d'avenir du développement des compétences et des savoirs en Afrique.

Ce premier rapport de la *Semaine des Compétences Africaines* est le fruit d'un travail collaboratif. Il établit un état des lieux des systèmes de développement des compétences et des savoirs en Afrique et apporte un aperçu des solutions pouvant permettre d'améliorer les stratégies des pays. Certaines thématiques importantes n'y ont pu être abordées. L'objectif de cette conférence est de pouvoir servir de référence, pour faire de l'Afrique une destination attractive de développement des compétences.

En sus de cette introduction et d'une conclusion, le présent document est structuré en trois grandes parties. La première partie fait un résumé de l'organisation et du déroulement de l'édition 2022 de la Semaine des Compétences Africaines. La deuxième partie est axée sur la présentation des échanges des panels d'experts. La troisième et dernière partie présente les suggestions et recommandations faites tout au long des travaux d'experts, pour informer et guider l'élaboration et la revue des politiques et des programmes de développement du capital humain en Afrique.

2. LA SEMAINE DES COMPETENCES AFRICAINES 2022

2.1. Présentation et description

La Semaine des Compétences ou “Africa Skills Week” (ASW), est une rencontre organisée chaque année par AfroSkills. Elle a pour objectif de catalyser le développement du capital humain et promouvoir l'Afrique comme continent du savoir et destination des investissements dans l'éducation, la formation professionnelle, la Recherche et Développement (R&D) et l'innovation. Elle se déroule en français et en anglais et regroupe les leaders du monde éducatif, les responsables gouvernementaux, les patrons des organisations de développement et institutions financières, les chefs d'entreprises et capitaines des industries d'Afrique et du monde entier. Ceux-ci partagent les meilleures pratiques, découvrent les tendances et débattent des solutions aux problèmes rencontrés dans la R&D, l'éducation et la formation professionnelle, la demande en compétences et les compétences du futur en Afrique.



Africaines (SCA)
une
par

L'édition 2022, première du genre, s'est tenue en ligne sur **Events**, la plateforme événementielle d'AfroSkills, du 07 au 10 décembre, sous la thématique : **“Faire avancer les stratégies du savoir et des compétences en Afrique”**. À cette occasion, neuf (09) panels de discussion ont été organisés sur des sujets poignants du développement des compétences et des savoirs en Afrique, avec comme intervenants, des africains du continent et de la diaspora. Des périodes de réseautage et de visites des stands ont également ponctué l'évènement dans le but de permettre aux participants d'agrandir leurs réseaux et développer des partenariats B2B/B2G et bien d'autres.

Pour davantage agrémenter la conférence, les finales du Concours d'Idées d'Affaires Africaines (CIAA) y ont été organisées, permettant de rencontrer, d'identifier et de soutenir des idées innovantes et entrepreneuriales portées par des étudiants, entrepreneurs et chercheurs africains. Le concours dont le rapport détaillé se trouve en annexe, a attiré 383 candidats de 15 pays Africains anglophones et francophones. Les heureux gagnants ont reçu des récompenses financières et leurs projets ont été gratuitement admis au programme d'accélération de **Rabawa**, l'incubateur de l'innovation et des entreprises d'AfroSkills, accessible par :

Rabawa

<https://www.rabawa.org/fr/>

2.2. Principales Difficultés Rencontrées

Du fait de sa nature innovante et qu'elle ait eu lieu entièrement en ligne, la première édition de la Semaine des Compétences Africaines a présenté d'importants défis, tant pour les participants que pour le comité d'organisation.

Les participants ont fait face aux principales difficultés ci-dessous :

- La non-familiarisation avec la plateforme de l'évènement et les difficultés en informatique ont empêché certains de s'inscrire à l'évènement et d'autres d'exploiter pleinement la plateforme lors des séances de réseautage
- La faible familiarisation avec zoom et les plateformes de visioconférence en général et la connectivité à internet limitée dans certain cas ont empêché certains participants de prendre part à toutes les sessions et pleinement tirer profit de la conférence.
- Le comité d'organisation quant à lui, a fait face principalement au scepticisme des personnes et organisations contactées, peut-être dû au caractère novateur de l'évènement.

2.3. Leçons Apprises

- La Semaine des Compétences Africaines 2022 a permis à AfroSkills de mobiliser des Universitaires, des leaders d'opinions, des chefs d'entreprises, des jeunes entrepreneurs et la communauté des affaires en Afrique et dans le monde. Le fait que la conférence se soit déroulée entièrement en ligne, a révélé l'intérêt croissant pour l'adoption et l'utilisation des technologies numériques à travers le continent.
- La crédibilité acquise par le succès de l'édition 2022 suscite un intérêt accru de la communauté des affaires et d'autres parties prenantes pour les éditions futures. Elle est susceptible de favoriser une plus grande adhésion des organismes, personnes en charge de la question de l'éducation et de la formation sur le continent et dans la diaspora.
- Techniquement, la conférence a mis sous pression la plateforme numérique des évènements d'AfroSkills et a prouvé que celle-ci est prête à accueillir des événements, des échanges et une communication de grandes envergures. La plateforme est désormais entièrement ouverte au public pour organiser des conférences, foires, ateliers, séminaires et concours en ligne. Elle est accessible par :

<https://events.afroskills.org/fr/>

2.4. Recommandations Principales

Pour garantir le succès des prochaines éditions de la Semaines des Compétences Africaines, des progrès sont nécessaires sur certains aspects. Concrètement, il faudra :

- ▶ Capitaliser sur la communauté d'utilisateurs et la capacité de mobilisation croissante d'AfroSkills, pour toucher davantage de parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur du continent, et trouver des partenaires médiatiques et stratégiques, ainsi que des sponsors qui accompagneront l'organisation des futures éditions ;
- ▶ Organiser la conférence de façon hybride (en présentiel et en ligne), pour accroître la crédibilité et l'envergure de l'évènement et mieux mobiliser les parties prenantes.

3. LES PANELS D'EXPERTS

Neuf (09) thématiques ont meublé les échanges durant la Semaine des Compétences Africaines. Elles ont touché des questions importantes relatives aux défis de la main d'œuvre des entreprises, à l'engagement des parties-prenantes, à l'apport de la diaspora et aux défis et opportunités de l'entrepreneuriat en Afrique.

THEMATIQUE 1 : LES DEFIS DE MAIN D'ŒUVRE DES ENTREPRISES AFRICAINES : CONTRAINTES ET SOLUTIONS

08 décembre 2022 : 11h -12h GMT

Intervenants :



Mr. Mislain Hakou

Enseignant chercheur en Science
de l'information et de la
communication, Cameroun



Mr. Paul Betia

Directeur des opérations
AFROSKILLS, Cameroun

Modération



Mme. Clarisse Wiydorven

Journaliste, consultante
AFROSKILSS, Cameroun

Etat des lieux

La pandémie de Covid-19 qui s'est abattue sur le monde en 2020 et la crise russo-ukrainienne, ont démontré la situation de fragilité des économies et des populations d'Afrique, notamment celles subsahariennes.

Les Africains sont en effet de plus en plus nombreux à sombrer dans la pauvreté et à ne pas avoir accès à des emplois décents. Pourtant, dixit Mr HAKOU, selon le rapport 2022 de l'Organisation internationale du travail (OIT), la population en âge de travailler en Afrique sera la plus forte au monde d'ici 2050. Chaque année, 20 millions de jeunes arrivent sur le marché du travail, mais très peu d'entre eux ont une chance de trouver un emploi, et quand ils le font, la plupart du temps ce sont des emplois précaires. Le nombre de demandeurs d'emploi sur le continent augmente de manière significative et malgré tous les efforts déployés jusqu'à présent, le nombre d'emplois créés en faveur des jeunes est de loin en dessous de la demande. Mr HAKOU note plus loin qu'autant en entreprise on présente une panoplie de disponibilité en termes d'appel à candidature pour des emplois autant des jeunes diplômés vous diront qu'ils n'ont pas trouvé un emploi parce qu'il n'y en a pas. Cette situation est selon lui, due à l'inadéquation entre les emplois disponibles et les profils des candidats. Ce que du moins soutiennent majoritairement les chefs d'entreprises.

En entreprise on vous présente une panoplie de disponibilité en termes d'appel à candidature pour des emplois et de l'autre côté des jeunes diplômés vous diront qu'ils n'ont pas trouvé boulot parce qu'il n'y en a pas »

Mr. HAKOU Mislain

La chance de saisir un emploi ne se concrétise qu'à l'occasion de la rencontre d'une opportunité et d'un profil correspondant. C'est la construction de ce profil qui pose un problème en Afrique.

Mr. BETIA Paul

Pour Mr BETIA, la disponibilité des emplois est une réalité indéniable sur le continent. La chance de saisir un, ne se concrétise qu'à l'occasion de « La rencontre d'une opportunité et d'un profil. C'est la construction de ce profil qui pose un problème en Afrique ». L'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée tire ses origines des systèmes éducatifs obsolètes, hérités par certains Etats africains lors des indépendances, et qui peinent à répondre aux exigences du monde du travail moderne.

Prenant l'exemple du Cameroun, les intervenants soutiennent que, l'Etat a longtemps privilégié la formation des cadres pour pallier les départs des administrateurs occidentaux, assurant ainsi la continuité du service public. Les compétences qui ont ainsi été mises en avant, l'ont été au détriment des compétences techniques et pratiques nécessaires à la création des richesses.

Les efforts des Etats dans le sens du développement et la diversification du capital humain, peinent malheureusement à suivre le développement des économies, marqué par un besoin croissant en nouvelles compétences que les Etats peinent à fournir de manière suffisante. En conséquence, de nombreux adolescents et jeunes adultes se trouvent dans une situation de manque de compétences nécessaires pour prétendre aux meilleurs emplois.

La croissance démographique contribue également à exacerber cette situation, car l'augmentation de la population en âge de travailler accentue la pression sur les employeurs qui doivent non-seulement créer de nouveaux emplois, mais aussi, trouver des personnes avec des compétences requises pour les assurer. Pour y remédier, les entreprises qui le peuvent, embauchent le personnel non-qualifié et investissent dans leur formation. Ce déficit en compétences impacte négativement la productivité des entreprises et la compétitivité des économies des pays Africains, qui voient le rendement par travailleur faiblir, créant un obstacle supplémentaire à l'investissement, mieux connu sous la terminologie de : « barrière de la courbe d'apprentissage ».

Pistes de solutions

Aux rangs des solutions, les intervenants proposent :

- La nécessité d'une synergie d'action entre les secteurs public et privé, pour bâtir des formations en droite ligne avec les besoins réels du secteur économique ;
- La création des cadres d'échanges, « des carrefours de métiers », qui mettront en exergue les difficultés et proposeront des stratégies et solutions pour développer les compétences dans les secteurs d'activités ;
- La mise en avant les formations intersectorielles, portées par le numérique, pour capitaliser le développement des compétences multisectorielles.

THEMATIQUE 2 : LES PARTIES-PRENANTES AU DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENARIAT : ROLES, ATTENTES, SYNERGIES ET PREROGATIVES

08 décembre 2022 : 14h à 15h GMT

Intervenants



Mr. Mislain Hakou

Enseignant chercheur en Science de l'information et de la communication.
Consultant en marketing et communication, Cameroun



Mme. NGU ANU Alice

Enseignante chercheure/Consultant en gestion des affaires, Cameroun



Mme. **ABIDI LEILA**

Chef de division développement et relation
avec l'entreprise
Agence Tunisienne de la Formation
Professionnelle (ATFP), Tunisie.

Modération



Clarisse Wiydorven

Journaliste consultante
AFROSKILLS, Cameroun

Etat des lieux

De l'avis de tous les intervenants à cette thématique, s'il est une composante qu'il ne faut surtout pas ignorer dans l'analyse de l'environnement de l'entrepreneuriat, c'est certainement celle des parties-prenantes ou "stakeholders". Qu'elles soient internes ou externes, de décision ou d'influence, les parties-prenantes au développement de l'entrepreneuriat doivent être clairement définies, leurs rôles déterminés et leur gestion optimisée pour garantir son développement.

Dans la logique de la Semaine des Compétences Africaines, où le Développement de l'entrepreneuriat tient une place centrale, la subtilité dans la gestion des parties prenantes, réside dans la satisfaction des attentes de la majeure partie des acteurs impliqués pour créer plus de valeur.

Aussi, relativement à **la définition et la cartographie des parties-prenantes au projet entrepreneurial**, Mme NGU ANU pense que, tout projet entrepreneurial est dans un écosystème où il met en relation les intérêts de son promoteur avec ceux de l'ensemble d'autres parties-prenantes du projet. L'entrepreneuriat étant l'acte de créer et de faire vivre une entreprise, cette dernière commence avec une idée, puis suivent sa création, son démarrage, la coordination de ses facteurs de production et la prise des risques financiers,

tout cela dans le but de réaliser des profits. En cela, une partie-prenante est une personne qui a un intérêt dans une entreprise à chacune ou à toutes les étapes de l'entreprise.

Dans le même sens, Mme ABEDI, soutient qu'au niveau de la Tunisie, les parties prenantes se présentent en structure d'appui technique et en structures de financement. En complément, Mr HAKOU, identifie l'Etat comme la partie-prenante la plus importante dans la mesure où, c'est lui qui initie et oriente la politique entrepreneuriale sur son territoire. Les points de vue des experts se rejoignent pour dire que les parties-prenantes sont des personnes physiques ou morales et groupes d'individus dans l'environnement du projet entrepreneurial, qui possèdent un intérêt dans sa conception, sa matérialisation, son fonctionnement et ses résultats, à savoir l'Etat, le porteur du projet entrepreneurial, les banques, les incubateurs, les universités et centres de formations professionnelles, les organisations patronales et autres regroupements, les fournisseurs, les employés, les clients, les médias, etc. ».

Les parties-prenantes sont des personnes physiques ou morales et groupes d'individus dans l'environnement du projet entrepreneurial, qui possèdent un intérêt dans sa conception, sa matérialisation, son fonctionnement et ses résultats. L'Etat étant la partie-prenante la plus importante dans la mesure où, c'est lui qui initie et oriente la politique entrepreneuriale sur son territoire.

En rapport avec leurs rôles, la relation entre les parties-prenantes et le projet entrepreneurial fait que les influences de l'un sur l'autre sont généralement directes ou indirectes, lisibles et faciles à identifier. Elles peuvent avoir des intérêts contradictoires, mais les parties prenantes sont concernées par le succès ou l'échec du projet, ainsi que tous les risques qu'il encourt (juridique, financier, managérial, etc.). Elles participent directement ou indirectement à la conception, la définition, au management et à la gouvernance du projet et influencent sa trajectoire à court, moyen ou long terme.

Prenant l'exemple des groupements patronaux, Mr HAKOU soutient que leur rôle est entre autres : « **d'encourager et de favoriser les actions qui rentrent dans le cadre de l'entrepreneuriat** », en favorisant l'éclosion des talents et génies et en travaillant en collaboration avec l'Etat. Ces acteurs doivent entrer dans une synergie avec l'Etat, les universités et centres de formations professionnelles.

Quant aux incubateurs, leur rôle est d'être en appui, en mettant leur expertise dans la détection et l'accompagnement des talents et génies. Il y a aussi le rôle des universités et centres de formation professionnelle, qui sont chargés de former et renforcer les capacités et compétences des apprenants, futurs entrepreneurs et porteurs de projets, en leur inculquant des valeurs entrepreneuriales. A l'heure de la digitalisation, les incubateurs peuvent, selon Mme ABEDI, être des espaces virtuels ou présentsiels qui fournissent leur prestation aux porteurs d'idées et de projets, afin de les aider dans la matérialisation, affronter la concurrence. C'est ce que L'ATFP s'attèle à faire.

Sur le rôle précis des entrepreneurs dans l'amélioration des investissements directs étrangers en Afrique, Mme NGU ANU soutient que les secteurs qui intéressent de plus en plus les investisseurs étrangers sont entre autres ceux des énergies renouvelables, du marketing vert, et de la lutte contre le réchauffement climatique. Ainsi, le rôle des entrepreneurs pourrait être celui d'aider les gouvernements, à attirer les investissements vers les domaines porteurs et attractifs pour y développer des projets.

Dans la même veine, Mr HAKOU pense que les gouvernements africains n'arrivent pas encore à suffisamment faire de l'entrepreneuriat une priorité stratégique et politique. Même si la question revient très souvent dans les discours politique, les actions pour sa matérialisation plus effective sont encore timides.

En somme, les interventions des experts laissent entendre que la participation effective des parties-prenantes au développement de l'entrepreneuriat nécessite une intervention en synergie dans les Etats africains. Toute la subtilité réside dans la satisfaction des attentes de la majeure partie des acteurs impliqués pour créer plus de valeur. Le recours aux principes de responsabilité vis-à-vis des parties prenantes est ainsi mis en avant par tous les intervenants. Dans ce sens, la volonté politique des Etats est le facteur prioritaire qui a vocation à irradier et influencer celle de toutes les autres parties prenantes. Pour cela, il est nécessaire de positionner l'entrepreneuriat comme une priorité majeure pour son développement.

La volonté politique des Etats a vocation à irradier et influencer celle de toutes les autres parties prenante et le rôle des entrepreneurs pourrait être d'aider les gouvernements, à attirer les investissements vers les domaines porteurs et attractifs pour y développer des projets.

Pistes de solutions

Aussi, dans l'optique de développer l'entrepreneuriat en Afrique et la logique de la Semaines des Compétences Africaines, les solutions suivantes ont été Formulées :

- Mieux harmoniser des actions des parties-prenantes ;
- Alléger les impôts pour les nouvelles entreprises ;
- Faire preuve de volonté politique plus forte au développement de l'entrepreneuriat à travers la définition des priorités, l'identification des secteurs porteurs ;
- Accroître la synergie entre les universités, centres de formations professionnelles et le monde professionnel (le marché du travail) ;
- Mieux intégrer dans les systèmes éducatifs des modules de formation dédiés uniquement au développement des compétences entrepreneuriales ;
- Favoriser la mise sur pied des incubateurs ;
- Mettre un accent sur la labélisation et l'édiction et le respect des normes ;
- Mieux exploiter le numérique comme moyen de promotion et de développement de l'entrepreneuriat en Afrique.

THEMATIQUE 3 : L'INNOVATION ET LE CONTEXTE AFRICAIN

08 décembre 2022 : 15h à 16h GMT

Intervenants



Mr. EZENWA NWAGWU

Executive Director

Peering Advocacy and Advancement
Center In Africa, Nigéria



Mr. AKUM NDIP

Economiste, enseignant

Institut Universitaire du Golfe de
Guinée, Cameroun



Mr. MBOFUNG JAVANS

Entrepreneur & investisseur
Cameroun

Modération



Clarisse WIYDORVEN

Journaliste consultante
AFROSKILLS, Cameroun

Etat des lieux

Si l'Afrique n'a pas toujours réussi à développer des modèles durables d'innovations, cela pourrait s'expliquer par le fait que les mutations technologiques, qui ont pour catalyseur la volonté de donner du sens à l'action du secteur privé et de suppléer l'Etat, sont restées marginales, quand bien même elles existaient. La tendance est plutôt positive aujourd'hui : le continent s'efforce à rattraper son retard sur le

plan de l'accès à internet et des technologies numériques. Dans les domaines de la santé, de la finance, du développement durable, de l'énergie ou de l'agriculture, le continent africain vit des innovations importantes. Ce dynamisme a valu à l'Afrique d'être qualifiée de « laboratoire de l'innovation ».

Sur **la définition de l'innovation et son intégration dans la perspective africaine**, Mr MBOFUNG pense que l'Afrique est exposée à un large éventail de possibilités technologiques pour relever les défis du développement du capital humain. Toutefois, la capacité de l'Afrique à exploiter ces opportunités est compromise par des faiblesses relatives des systèmes nationaux d'innovation. Rappelant que deux des objectifs de développement durable des Nations unies, sont l'amélioration de la santé et l'éradication de la pauvreté, Mr MBOFUNG note que les innovations issues de la recherche peuvent par exemple aider à améliorer la productivité agricole. Malheureusement, la plupart des agriculteurs en Afrique parlent plus de possession des hectares de terre et très peu d'innovation pour améliorer les pratiques et les rendements agricoles. A cela, il faut ajouter le fait que la collecte et l'analyse des données pour informer les décisions sont absentes des processus et des chaînes de valeur du secteur agricole de la plupart des pays africains. Idem dans le domaine de la santé, même si l'Afrique a été le continent le moins touché, elle a néanmoins subi de plein fouet les effets néfastes de la pandémie de Covid 19 dû à sa faible capacité de résilience aux chocs externes.

La collecte et l'analyse des données pour informer les décisions sont absentes des processus et des chaînes de valeur du secteur agricole de la plupart des pays africains

Mr. MBOFUNG Javans

Pour **donner une connotation au terme « innovation » et montrer son importance dans la société africaine actuelle**, Mr AKUM pense qu'il est important que l'Afrique comprenne que le monde va vers les entreprises et l'innovation. Cette innovation peut être examinée sous 3 angles : Tout d'abord, sous l'angle de la durabilité qui passe par la consolidation des marchés existants avant de penser à innover et créer de nouveaux marchés. Dans ce sens, nous pouvons utiliser l'import-substitution, en remplaçant les biens importés par des biens produits et consommés localement. Ensuite, il y a l'innovation radicale qui consiste à introduire une nouvelle approche transformatrice qui apportera de nouveaux marchés. L'Afrique peut créer de nouveaux produits qui apporteront également de nouveaux marchés, mais en même temps, examiner la capacité à vendre ces innovations en Afrique et ailleurs. Le dernier aspect est l'innovation incrémentale, qui consiste à ajouter à ce qui existe déjà. Référence ici est faite aux grands entrepreneurs en Afrique, comme le groupe DANGOTE qui a connu un succès énorme.

En rapport avec **le rôle de l'innovation dans la promotion du développement en Afrique**, Mr MBOFUNG pense que la première chose que l'innovation apporte dans tout pays ou continent est le développement. Donner la priorité à l'innovation, signifierait améliorer la qualité de vie en Afrique et rassurer les jeunes Africains qu'il est possible de vivre en Afrique et d'atteindre ses objectifs.

Relativement à l'innovation pouvant stimuler la volonté politique de nos dirigeants africains, Mr AKUM estime qu'il faut convoquer la bonne gouvernance, car la mauvaise gouvernance est un frein à l'innovation, engendrant le favoritisme, la corruption, etc.

La bonne gouvernance promeut l'innovation. Elle fait obstruction au favoritisme, à la corruption, etc.

En outre, les parties-prenantes, à savoir le gouvernement, les entrepreneurs et les Business Angels entre autres, ont beaucoup à faire pour encourager l'innovation en Afrique, notamment en ce qui concerne la mobilisation des ressources à y affecter.

Dans le même sens, Mr MBOFUNG estime que le complexe d'infériorité et l'absence de confiance au gouvernement sont des freins à l'apport de l'innovation et la mise en avant des capacités des jeunes pour contribuer au développement du continent.

L'innovation est une vocation. Il faut de l'abnégation et la persévérance, ne pas toujours espérer un soutien immédiat, et toujours essayer d'apporter sa petite contribution.

En somme, les panélistes soutiennent que l'innovation est une vocation. Il faut de l'abnégation et la persévérance, ne pas toujours espérer un soutien immédiat, et toujours essayer d'apporter sa petite contribution. Si les efforts sont reconnus, tant mieux. A défaut, il faut se dire qu'un

membre de la famille, un ami, quelqu'un de notre communauté ou quelqu'un d'une autre partie du monde reprendra notre idée, s'en servira pour aller jusqu'au bout et résoudra un problème que nous avons essayé de résoudre.

Pistes de solutions

Dans la logique de la Semaine des Compétences Africaines, les Recommandations suivantes ont été Formulées :

- Mettre l'accent sur la recherche scientifique et technologique ;
- Améliorer et étendre les mécanismes de collecte et d'analyse des données pour informatiser les décisions et orienter les besoins en recherche et innovation dans les domaines prioritaires comme l'agriculture et la santé ;
- Concentrer davantage d'efforts sur l'éducation et l'information, afin d'éclairer les parties-prenantes sur le besoin, l'existence et les bienfaits des nouvelles technologies ;
- Réduire la dépendance à l'aide extérieure et intensifier les investissements dans la recherche et l'innovation dans l'agriculture, l'éducation, la santé, etc.
- Envisager une plus large adoption des enseignements en ligne pour accueillir plus de personnes en moins de temps et à moindre coût ;
- Accompagner les jeunes innovateurs. Cet accompagnement, principalement gouvernemental peut prendre la forme d'une formation, d'amélioration des cadres juridiques, d'accompagnement financier, etc.

THEMATIQUE 4 : DEFIS ET OPPORTUNITES DE LA FORMATION ET DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES EN AFRIQUE

09 décembre 2022 : 09h à 10h30

Intervenants



Dr. AKASSI KANGA

Linguiste et entrepreneur
France



Dr. NFOR NAPOLEON

Vétérinaire / Conseiller
STEAMS , Cameroun



M. HAKOU MISLAIN

Consultant en marketing et
communication , Cameroun



Mme FERIEL EZZINE BOUDEN

Directrice Générale
Agence Tunisienne de la Formation
Professionnelle (ATFP)



**Pr. KANDA NTUMBA Jean
Marie**

Doyen de la faculté polytechnique
Université de Lubumbashi, RDC



M. RADHI MAAOUI

Chef de projet TICs
Centre National Tunisien des
Technologies en Education (CNTE),
Tunisie

Modération



M. Christian NLEND

Gérant et Spécialiste en Gestion des
Risques Juridiques et Opérationnels
SREM Consulting, Cameroun

Etats des lieux

L'enjeu d'avenir que constituent la formation et la gestion du capital humain en Afrique était au centre des échanges du 4^e panel d'experts de la première édition de la Semaine des Compétences Africaines. La nécessité d'une réforme des stratégies de formation et développement des compétences en Afrique a été reconnue et mise en avant par l'ensemble des intervenants. Tous s'accordent sur le fait que l'éducation, la connaissance, l'adaptation, l'orientation, la santé et l'innovation sont des facteurs endogènes de développement et que la volonté politique et la synergie entre les parties prenantes, en termes de savoir et d'éducation demeurent fondamentales pour le développement des pays africains.

Sur l'inadéquation de l'offre de formation à la demande de compétences, Dr. KANGA constate que les orientations qu'on propose aux jeunes africains ne sont pas en adéquation avec le monde de l'emploi. En conséquence, beaucoup de jeunes sortent de l'école avec le diplôme qui n'a aucun rapport avec les besoins professionnels. Pour une meilleure orientation, il est nécessaire de distinguer les formations qui permettent d'avoir du savoir et des connaissances, de celles qui permettent de manier ces savoirs et ces connaissances ».

Il est nécessaire de distinguer les formations qui permettent d'avoir du savoir et des connaissances, de celles qui permettent de manier ces savoirs et ces connaissances ».

Dr KANGA Akassi

Une profonde réflexion doit être faite sur les formations dispensées dans les écoles de formation et les universités, sur le choix des formations et le système d'orientation et de formation pour l'obtention des compétences spécifiques. Auquel cas, le chômage des jeunes diplômés africains perdurera.

Pour Mr **HAKOU**, la solution résiderait dans la collaboration entre les autorités publiques et les opérateurs économiques, à travers la formulation et la construction concertée des programmes de formations. Partageant l'expérience de ce qui se fait en Tunisie, Mme **BOUDEN** met en avant le modèle d'une collaboration de l'organisme de formation validée par le tissu économique où le mode de formation est celui par alternance. Dans ce sens, les moyens et les standards par lesquels une entreprise peut devenir formatrice sont bien définis.

Faisant référence à l'inadéquation entre les formations et les compétences demandées par le monde professionnel, Prof. KANDA, pense que le développement des compétences doit prendre en compte un cycle de vie allant du berceau à la retraite.

Le développement des compétences doit prendre en compte un cycle de vie allant du berceau à la retraite.

Prof. KANDA Jean Marie

KANDA, il est important d'identifier un répertoire des métiers dans les Etats africains. Si certains pays en ont, l'évidence est qu'ils ne les ont pas adaptés. Pourtant, on peut lier à ces métiers des compétences requises pour les exercer. Ainsi, le référentiel des métiers couplé au référentiel des compétences, permettrait à l'apprenant d'acquérir les compétences requises. Pour ce faire, il est primordial pour les pays d'identifier les métiers d'avenir dont l'Afrique aura besoin à des horizons variés.

Puisque les compétences cognitives sont très importantes, il faut prioritairement mettre l'accent sur la santé. Ensuite accorder de l'importance à l'égalité de chance, c'est-à-dire faire en sorte que tous les enfants africains aient la possibilité d'accéder à la connaissance sans discrimination.

Ces aspects, ajoute -t-il la qualité de l'éducation. Pour Prof.

Il est primordial pour les pays d'identifier les métiers d'avenir dont ils auront besoin et de définir un référentiel des métiers qui couplé au référentiel des compétences, permettrait à l'apprenant d'acquérir les compétences requises.

Prof. KANDA Jean Marie

Rencherissant, M. MAAOUI pense qu'il faut mettre en avant le développement des compétences dans des domaines technologiques. Pour cela, il faut mettre sur pied des stratégies nationales de développement

Il faut mettre en avant le développement des compétences dans des domaines technologiques pour réduire la fracture digitale

des compétences technologiques et réduire la fracture digitale des domaines de l'enseignement en formant des enseignants au maniement des technologies, à travers le renforcement des capacités.

A tout ce qui a été dit, Dr NFOR ajoute que tout le monde a un talent et cela est valable pour tout africain. Le principal

Il est important de former les élèves dans la logique de comprendre et développer l'environnement dans lequel ils vivent. Ce n'est que dans ce sens qu'ils pourront adresser les problématiques réelles de l'Afrique

Dr NFOR Napoleon

défi de l'Afrique en matière de formation et de développement des compétences est l'absence d'orientation ou l'orientation inadéquate depuis le socle familial. Généralement, les enfants vont à l'école sans réelle orientation. Ensuite, Dr NFOR estime qu'il est important de former les élèves dans la logique de comprendre et développer l'environnement dans lequel ils vivent. Ce n'est que dans ce sens qu'ils pourront adresser les problématiques réelles de l'Afrique.

Pistes de solutions

Dans l'optique d'améliorer la formation et le développement des compétences en Afrique et suivant la logique de la Semaine des Compétences Africaines, les solutions suivantes ont été proposées :

- Aider les jeunes diplômés et apprenants africains à se connaître, connaître leur environnement, leurs problèmes, leurs origines et leurs visées.

- Africaniser (faciliter l'expansion sur le continent) les langues africaines autour desquelles les africains pourraient se retrouver. Le KISWALI par exemple avec lequel l'Afrique de l'Est a pris une longueur d'avance ;
- Mieux contextualiser l'apprentissage et le renforcement des capacités ;
- Remettre au centre des politiques de développement la notion du capital humain : *par capital humain il faut comprendre que les humains possèdent des compétences qui peuvent être prises en compte comme étant une valeur économique sûre.* Aussi notre santé, notre épanouissement doivent être pris en compte pour que puissions donner le meilleur de lui-même ;
- Donner une seconde chance d'alphabétisation. Aujourd'hui il y a un souci de compétence qui passe par la maîtrise ou la valorisation du numérique. Il y a donc une catégorie de la population africaine à qui il faut donner une seconde chance d'alphabétisation et pour cela il y a des stratégies qui peuvent passer par la gratuité ou la modestie des coûts des formations.
- Associer le secteur privé à la formulation des politiques programmes de d'éducation et de formation.

THEMATIQUE 5 : STRATEGIES DE FINANCEMENT DE LA FORMATION ET DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES EN AFRIQUE

08 décembre 2022 : 11h -12h30 GMT

Intervenants



DR. KANGA AKASSI Léonie

Linguiste et Entrepreneure
France



Pr. KANDA NTUMBA Jean Marie

Doyen de la faculté polytechnique
Université de Lubumbashi, RDC

Modération



Mme Fouth NDEDI

Journaliste Consultante
AFROSKILLS, Cameroun

Etat des lieux

S'il est indéniablement reconnu par tous les intervenants que la jeunesse africaine a le potentiel pour devenir la plus grande ressource continentale et mondiale de main-d'œuvre productive et innovante, il est également admis que cela ne pourrait se réaliser que si celle-ci est dotée de compétences de qualité et pertinentes.

La plupart des Etats dirige beaucoup plus les fonds disponibles vers d'autres priorités et beaucoup moins vers l'éducation

Atteindre cet objectif implique fondamentalement la mobilisation d'importants investissements pour le développement de la formation et des compétences par les pays africains. Jusqu'ici, le financement de la formation est essentiellement porté par les pouvoirs publics qui dans la plupart des états dirigent beaucoup plus les fonds disponibles vers d'autres priorités et beaucoup moins vers l'éducation.

Selon Dr KANGA, tout en recevant l'appui des partenaires du développement, l'accent doit être aussi mis sur l'encouragement des investissements des entrepreneurs locaux dans l'éducation et la formation.

Les particuliers africains disposant des moyens doivent être encouragés à investir dans le développement du capital humain. Ceci permettra de mieux contextualiser les formations afin que les jeunes diplômés puissent se retrouver sur le marché du travail et mieux contribuer au développement de l'Afrique ».

Pour Prof. KANDA, cet état des choses se justifie par le fait que les dirigeants dans les Etats africains n'intègrent pas encore suffisamment l'école comme un moyen de prospérité économique. Il en est ainsi parce les Etats tardent à faire le lien étroit entre le développement des compétences et développement économique. Pourtant : Le professeur poursuit en soutenant que les Etats laissent l'impression que l'Afrique a plus besoin de diplômés.

Il ne suffit pas de produire des statistiques en nombre de diplômés produits, encore faut-il que ces derniers soient capables d'être productifs, et surtout, aient un savoir-faire, au-delà du savoir être et du savoir tout court.

Prof. KANDA Jean Marie

Prenant l'exemple de la RDC, Prof. KANDA soutient que, la stratégie adoptée pour financer Les formations dans le domaine électronique, principalement en assemblage des dispositifs de batterie, a été de mettre en avant l'ambition du pays d'accueillir des investisseurs dans la fabrication des précurseurs de batteries, puisque la RDC possède les métaux stratégiques pour ces batteries. Aussi, l'efficacité des modalités de financements de la formation et du développement utilisés par les Etats africains devrait procéder d'une réponse appropriée à des besoins qui sont exprimés.

Selon Dr KANGA, l'éducation dans les Etats africains est un Mammon qui s'enferme dans ses habitudes. Raison pour laquelle, le financement de la formation est majoritairement soutenu par les organisations internationales en Afrique. Il n'y a pas de politique continue de l'éducation et de la formation. A chaque ministre ses réformes.

Aujourd'hui, une nouvelle stratégie de financement passe aussi par des sociétés de placement, qui deviennent des intermédiaires entre l'employeur en recherche des compétences et le marché de l'emploi. Certaines structures de placement, mettent elles-mêmes des moyens pour former et s'assurer d'avoir des valeurs sûres qu'elles peuvent revendre aux employeurs avec une plus-value. La difficulté reste cependant ici que tous les jeunes demandeurs d'emploi n'ont pas accès à ces opportunités.

Dans la même logique, Dr KANGA soutient que pour amener les entrepreneurs africains à financer la formation et le développement des compétences, il faut une « *Meta noya* », c'est-à-dire un changement radical d'esprit. Pour elle, les structures de formation peuvent solliciter des sociétés via des chartes ou des conventions de partenariat, qui permettent d'aider à financer la formation et donc à l'essor économique. Cette charte valorisera l'entreprise en mettant en avant son apport (mention du nom de celui qui a participé ou contribué à la réalisation de la formation), de sorte que la publicité lui soit retournée et que la société sache l'action qu'elle a posée.

L'éducation dans les Etats africains est un Mammon qui s'enferme dans ses habitudes qui veulent que son financement soit majoritairement soutenu par les organisations internationales. Pour amener les entrepreneurs africains à financer la formation et le développement des compétences, il faut une « Meta noya », c'est-à-dire un changement radical d'esprit

Dr KANGA Akassi

Pistes de solutions

Dans l'optique d'améliorer le financement de la formation et le développement des compétences en Afrique et suivant la logique de la Semaine des Compétences Africaines, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Elargir l'assiette des investisseurs de l'éducation au secteur privé ;
- Etablir un référentiel des métiers dans les Etats africains ;
- Créer une synergie d'action qui fasse intervenir les autorités publiques, le secteur privé en communion avec les instituts de recherche, les universités et instituts de formation ;
- Accroître la mobilisation des acteurs locaux, pour emmener les Etats à mettre sur pied des modèles de formation mieux adaptés aux besoins des employeurs et du développement socio-économique des pays Africains ;
- Mettre en avant le financement participatif (crowdfunding, Business Angels, etc.), pour créer des métiers dans la formation ;
- Constituer des consortiums portés par la société civile, des personnalités ou des structures africaines de renom, pour renforcer l'Alliance Africaine pour le la Formation Professionnelle (ADEFOP) et la compléter avec les aspects relatifs à l'éducation et le développement des compétences ;
- Améliorer le positionnement des Etats africains dans la chaîne de valeur des secteurs stratégiques comme les secteurs extractifs et agricoles et manufacturiers pour mieux orienter le financement des compétences sectorielles.

THEMATIQUE 6 : DEFIS ET OPPORTUNITES DE LA RECHERCHE & DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE EN AFRIQUE

09 décembre 2022 : 14h à 15h GMT

Intervenants



Dr Yannick FOSSI
Ingénieur de Recherche
IFREMER, Brest, France



Mr. Gérard BOBDA
CEO
LJADA Oil & Gas Consulting, USA

Modération



Mr. Paul BETIA
Directeur des Opérations
AFFROSKILLS, Cameroun

Etat des lieux

Dans un écosystème difficile, caractérisé par la faiblesse des qualifications, les obstacles à l'investissement, la morosité du climat des affaires, le manque de matériel et de connectivité à haut débit et à d'autres contraintes liées à l'entrepreneuriat, les entreprises africaines ont le mérite de créer de la richesse, des emplois et croître, grâce à leurs innovations.

Toutefois, ces innovations sont loin d'être exclusivement le résultat d'activités de recherche et

La recherche et développement c'est l'ensemble des actions qu'on mène pour découvrir la future étape ou le futur domaine d'existence, de commerce et d'application des choses qu'on met en place ».

M Gérard BOBDA

développement (R&D). Elles se manifestent par l'adoption, l'adaptation et la reproduction de méthodes et technologies créées ailleurs via des mécanismes liés à l'apprentissage et l'assimilation.

Sur la notion de Recherche et Développement (R&D), M. BOBDA, pense que la Recherche & Développement

s'apparente à la base de la survie de l'entreprise quel que soit son domaine d'activité. Prenant appui sur le domaine informatique, il soutient que le système CMS (Content Management System) est le plus utilisé du secteur. Toutes les compagnies se sont réinventées et celles qui ne l'ont pas fait sont mortes ou ont disparu en cours de chemin. Dans cette logique, la recherche et développement c'est l'ensemble des

actions qu'on mène pour découvrir la future étape ou le futur domaine d'existence, de commerce et d'application des choses qu'on met en place. L'on pourrait ainsi remarquer que toutes les entreprises centenaires ont un département recherche et développement très avancé.

Dans la même veine, le Dr FOSSI, soutient que la R&D est un élément important pour le continent africain, en ce sens que tout développement passe par une recherche. Celle-ci, permet d'avoir une idée des prévisions en avance pour mieux s'éclairer par rapport à une situation. Les évolutions et les tendances se dessinent mieux dans une planification bien faite. L'on ne saurait être dans un monde qui évolue très vite et ne pas avoir une R&D appliquée à nos besoins de développement. Les résultats de la R&D sont essentiels comme outils d'aide à la décision pour aujourd'hui et demain.

On ne saurait être dans un monde qui évolue très vite et ne pas avoir une R&D appliquée à nos besoins de développement

Dr Yannick FOSSI

S'agissant des contraintes auxquelles font face les chercheurs africains dans le domaine technologique, M. BOPDA estime que la R&D en milieu industriel sert à résoudre un problème qui se pose. Le but ultime

Les chercheurs Africains font face aux contraintes financières, et de moyens humains et matériels

M Gérard BOBDA

de toute recherche est la commercialisation de son produit pour améliorer, soit la vie des individus, soit la performance des entreprises utilisatrices. Ce sont ces deux aspects qui guident la recherche. Si au bout d'un projet de recherche il n'y a pas de visibilité de rentabilité, il va de soi qu'il ne sera pas suivi et les moyens seront orientés vers ceux qui promettent plus de rentabilité. La contrainte principale est la

définition des exigences. Dans l'industrie extractive qu'il connaît bien, il y a les contraintes de profondeurs, de température, de pression, etc. » La deuxième contrainte est la définition des moyens qu'il faudra pour cette recherche. Il ne s'agit pas seulement des moyens financiers qui demeurent importants, mais aussi des moyens humains et matériels pour mener cette recherche au bout.

Renchérissant sur les difficultés rencontrées par les Africains dans le domaine de la recherche

L'inadaptation et l'inadéquation de la recherche aux besoins de développement des pays constituent une contrainte essentielle qui demande la collaboration étroite entre les universités et les entreprises pour y remédier

académique, le Dr. FOSSI soutient que les réalités sont complètement différentes selon que l'on est chercheur africain sur le continent ou hors du continent. Il en est ainsi parce que les politiques de recherche ne sont pas identiques. Aujourd'hui, ce qui se voit de moins en moins ailleurs, sur le continent, il y a d'une part, une absence de planification, de définition des résultats escomptés ; et d'autre part, une inadaptation et inadéquation de la recherche aux besoins de développement des pays. Sur ce point, Mr. BOBDA estime que si l'on fait le tour des laboratoires dans les universités en Afrique, l'on peut observer qu'il est difficile de déterminer le domaine principal de recherche de ces universités. L'autre point, est le déficit de communication

sur les recherches entreprises, leur dénomination et le prototypage de leurs produits. Qu'ils s'agissent de plantation-école, laboratoire-école ou encore de projet-école démontrant le bienfait des résultats et les bénéfiques des recherches menées, la collaboration entre les entreprises et les universités est la clé de la R&D.

A cette collaboration, M. BOBDA ajoute qu'il est possible d'ajouter la contribution du monde professionnel au développement de la recherche technologique. Seulement, pour le cas spécifique de l'Afrique, il faudrait que cette recherche fasse de la valorisation des produits locaux et la couverture des besoins des populations africaines ses axes prioritaires.

Mais, au-delà de l'implication du monde professionnel, il y a l'adéquation des politiques publiques qui prime, car personne n'ira financer la recherche sans mesures d'accompagnements. Si la R&D a un but essentiel, à savoir l'amélioration des conditions de vie humaine, pour autant, cette amélioration des conditions de vie échue en premier aux gouvernants, aux dirigeants. Dr FOSSI, y renchérit en disant que les domaines prioritaires de R&D en Afrique sont connus par les décideurs africains. Y figurent entre autres l'agriculture et la santé.

Au-delà de l'implication du monde professionnel dans la R&D, il y a l'adéquation des politiques publiques qui prime, car personne n'ira financer la recherche sans mesures d'accompagnements

M Gérard BOBDA

Pistes de solutions

Dans l'optique d'améliorer la Recherche et le Développement technologique en Afrique et suivant la logique de la Semaine des Compétences Africaines, les Recommandations suivantes ont été formulées :

- Définir les besoins réels de l'Afrique afin de mieux orienter la R&D, en réalisant une analyse pour voir ce qui manque au continent et prendre des mesures pour combler ;
- Repenser ou réformer les politiques de R&D en Afrique, pour permettre aux chercheurs de mieux orienter leurs travaux dans le sens du développement du continent ;
- Mettre les chercheurs dans les conditions optimales pour qu'ils aient une obligation de résultat ;
- Mettre à la recherche au rang des priorités, la financer car « c'est la matière première en termes de prise de décision d'aujourd'hui et de demain » ;
- Mettre sur pieds des politiques de préservation des intérêts nationaux ;
- Multiplier les écoles de sciences appliquées.

THEMATIQUE 7 : STRATEGIES DE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE & DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE EN AFRIQUE

09 décembre 2022 :15h -16h GMT.

Intervenant



Dr. Felix Idongesit OYOSORO
Enseignant chercheur

Département d'histoire et des relations
internationales
Université Veritas, Abuja, Nigeria

Modération



Mr. Jerome BIDJANG

Journaliste, consultant
AFROSKILLS, Cameroun

Etats des lieux

L'innovation technologique africaine souffre d'une insuffisance des investissements en matière de Recherche & Développement, alors même que le continent regorge d'une multitude de talents scientifiques. Ce manque d'investissement dans la R&D limite la capacité du continent à développer par exemple des traitements et des vaccins efficaces contre la plupart des maladies les plus répandues.

La faiblesse du financement a comme principale conséquence l'incapacité du continent à maximiser pleinement son positionnement sur le marché mondial. Mais, comme ailleurs dans le monde, les pays africains ont exploré différentes approches, réformes institutionnelles, modèles et mécanismes permettant un financement plus efficace et effectif de la recherche et de l'innovation. De nouveaux modèles de financements dynamiques ont été développés, adoptés et déployés dans les pays et les secteurs afin de faire face aux réalités de l'insuffisance des financements consacrés à la recherche et à l'innovation provenant de sources traditionnelles. Ces modèles, qui englobent les partenariats, le cofinancement et les approches multidisciplinaires, visent à garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources rares, en fonction du contexte.

L'Afrique est encore très loin d'imposer ce qu'elle a, ses idées et son savoir-faire technique au monde.

Dr Félix Idongesit OYOSORO

Aussi, Dr. OYOSORO pense que, par l'adaptation du numérique à sa vision de développement, l'Afrique a beaucoup à donner au monde en termes d'interconnectivité. Mais, l'impact de cette dernière n'est toujours pas ressenti à cause de la situation d'impréparation du continent. L'Afrique est encore très loin d'imposer ce qu'elle a, ses idées et son savoir-faire technique au monde.

Dès lors, l'expert soutient que le financement dans la Recherche & Développement est l'élément essentiel qui fait défaut aux pays africains. Pourtant, Il n'y a pas de pays technologiquement avancé qui n'ait pas suffisamment financé la R&D.

Le financement dans la Recherche & Développement est l'élément essentiel qui fait défaut aux pays africains, pourtant en investissant dans la R&D, il y aura des retombées qui produiront un effet catalyseur sur d'autres aspects de l'économie.

Dr Félix Idongesit OYOSORO

En effet, dans d'autres sociétés c'est le financement adéquat de la R&D qui a eu un effet d'entraînement sur d'autres secteurs économiques. Le faible financement de la R&D se montre comme un des chaînons de pesanteur de la vision de développement du continent.

Pourtant, Dr OYOSSORO pense que les stratégies à mettre en œuvre pour financer la R&D en Afrique sont simples. En investissant dans la recherche et le développement, il y aura des retombées qui produiront un effet catalyseur sur d'autres aspects de l'économie.

Pistes de solutions

Dans la logique de la Semaine des Compétences Africaines, un certain nombre de solutions ont été proposées sur la manière dont les gouvernements nationaux, les secteurs privés et les partenaires de développement peuvent tirer parti de leur accès aux ressources intellectuelles mondiales et de leur pouvoir de mobilisation, pour renforcer la disponibilité des capacités et le financement des différentes étapes de la R&D en Afrique :

- Instaurer un bureau de R& D dans chaque ministère et industrie créée par l'État ;
- Mettre sur pied des semaines de la R&D, qui serait un système pilote à travers lequel toutes les autres activités seront régulées ;
- Manifester plus de volonté politique à investir dans la R&D, à travers l'ouverture des pays aux investissements et la création des effets catalyseurs ;
- Créer un environnement favorable nécessaire à la recherche et au développement dans les Etats ;
- Faire une analyse des composantes de l'investissement, de ses forces et faiblesses et conclure des accords créant de vastes marchés pouvant accueillir les produits de la R&D en Afrique ;
- Identifier et mettre en avant les mécanismes alternatifs de financement de la R&D ;
- Mettre l'accent sur l'attractivité des domaines porteurs dans les pays ;
- Créer un environnement favorable à la prospérité des investissements par la mise sur pied de marchés équitables pour tous.

THEMATIQUE 8 : LES OPPORTUNITES ET DEFIS DE L'ENTREPRENARIAT EN AFRIQUE

10 décembre 2022 : 09h à 10h30 (GMT-1)

Intervenants



Mr. Richard AGYEKUM

CEO

Experts Skills, Ghana



Mr. SALIFU ALI

Executif Director

Africa Center for Development and Social Innovation (ACDSI), Ghana



Mr. Alexander OWOLABI

Co-fondateur

Make-it-Wow! Surprises & Japa.run

Allemagne

Modération



Clarisse WIYDORVEN

Journaliste consultante

AFROSKILLS

Etat des lieux

Entreprendre en Afrique s'apparente à un parcours du combattant. Les obstacles sont de différentes natures : un environnement des affaires peu favorable, des formalités administratives lourdes, un contexte politique difficile, une insuffisance de main-d'œuvre, ainsi que le poids de la culture et de la société. Ces freins sont communs aux entrepreneurs africains, qu'ils débutent dans la vie active ou qu'ils possèdent déjà une solide expérience.

Pourtant, avec un potentiel d'environ 6,6 milliards de dollars, aucun expert n'ose sous-estimer la valeur des start-ups sur le continent. De nombreux jeunes Africains, considèrent d'ailleurs l'entrepreneuriat comme la voie idoine pour échapper au chômage. Il est présenté comme l'un des outils les plus durables de création d'emplois en Afrique, une clé de la croissance économique. Recelant un énorme potentiel inexploité pouvant mener le continent africain à sa prochaine phase de développement. La jeunesse africaine en forte croissance constitue en cela un atout prometteur pour le développement du continent, encore faudrait-il pouvoir catalyser cette ressource précieuse pour lui permettre d'atteindre son plein potentiel de production lui permettant de prendre en main son développement.

Aussi, selon M. AGYEKUM, ne parler que des problèmes n'est pas une stratégie gagnante. Il est plutôt intéressant de convoquer des mesures pratiques pouvant être prises par les gouvernements et autres parties-prenantes pour résoudre la problématique du financement des entreprises en Afrique. Pour lui, l'Afrique compte 1,3 milliard d'habitants, l'Inde environ 1,2 milliard et la Chine environ 1,4 milliard. Ces

chiffres représentent de puissants leviers économiques. Cependant, ce qui différencie la Chine et l'Inde de l'Afrique, c'est que ces deux sont des pays et ainsi, capitalisent sur ces chiffres sans barrières douanières et besoins de cadres d'intégration régionale. Ce qui en fait une grande ressource pour le développement économique (exploitation du capital humain). Donc En Afrique l'effectivité de ZLECAf est très attendue pour convertir sa jeune population en levier économique.

S'il est vrai que le déficit en financement est un défi qu'on ne saurait négliger Mr. SALIFU, pense tout de même que, ce que la plupart des startups, en particulier les entrepreneurs débutants ne font pas c'est de la recherche. Pourtant, la R&D est

Convoquer les problèmes n'est pas une stratégie gagnante. Il est plutôt intéressant de parler des mesures pratiques à prendre par les gouvernements et autres parties-prenantes pour résoudre la problématique du financement des entreprises en Afrique. Le 1,3 milliard d'Africains constitue un levier économique qui compte sur la ZLECAF pour son effectivité.

M. Richard AGYEKUM

un outil d'aide à l'identification et la résolution des problèmes économiques. En effet, la R&D aidera un entrepreneur à éviter d'investir du temps et de l'argent dans des produits ou des services qui ne sont pas demandés.

Les startups doivent faire plus de recherches pour identifier et résoudre les réels problèmes économiques et éviter d'investir du temps et de l'argent dans des produits et services qui ne sont pas demandés.

Mr. Ali SALIFU

Pour cela, Sieur OWOLABI pense que les gouvernements africains pourraient engager des réformes organiques ou pratiques de deux manières. Il est nécessaire d'entreprendre

des réformes pour

Des réformes sont nécessaires pour promouvoir l'esprit d'entreprise en Afrique. Il faut encourager la participation des entreprises dans le financement de la formation et la R&D et adapter les programmes de formation aux exigences entrepreneuriales

M. Alexander OWOLABI

promouvoir l'esprit d'entreprise en Afrique. Premièrement, un montant obligatoire peut être imposé à toutes les entreprises selon leurs niveaux de revenus. Ces sommes pourront être investies chaque année dans la R&D et des programmes de formation entre autres. Deuxièmement, ils pourraient procéder à une réforme de l'éducation et l'enseignement supérieur en particulier pour adapter les programmes aux exigences entrepreneuriales.

Plus loin, M. AGYEKUM, pense qu'il est impératif d'examiner les solutions pratiques à déployer en tant que continent, en partant de la simple discussion sur les défis de l'entrepreneuriat en Afrique à l'exploitation ou la mise en valeur des ressources disponibles.

Pistes de solutions

Dans la logique de la SCA, des solutions ont été proposées à l'attention des gouvernements, les secteurs privés et partenaires de développement pour faciliter et aider le développement de l'entrepreneuriat en Afrique :

- Exploiter au mieux la puissance que représente la population du continent ;
- Rechercher et identifier les besoins du marché africain, les demandeurs, les qualités en demande, les volumes demandés et les opportunités ;
- Examiner les entreprises, leur organisation, leurs ressources et leurs politiques de gestion des connaissances ;
- Engager des réformes juridiques pour garantir l'égalité d'accès aux marchés ;
- Examiner la possibilité d'une harmonisation monétaire pour accélérer le commerce et le développement en Afrique ;
- Exploiter au mieux la mise sur pied du système de paiement ou de compensation continentaux comme le PAPSS (Pan-African Payment and Settlement System) comme solution pratique permettant la circulation efficace et sécurisée de l'argent à travers les frontières africaines, à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), pour faciliter les paiements en Afrique ;
- Vulgariser les paiements électroniques dans les transactions économiques en Afrique.

THEMATIQUE 9 : ENTREPRENDRE AU PAYS : DEFIS ET OPPORTUNITES DE LA DIASPORA AFRICAINE

10 décembre 2022 : 11h à 12h30 GMT

Intervenants



Dr. Florentin SAHA KAMTA

Manager

Training, and quality (medical device), Allemagne



Dr. Valentine AMBE

Entrepreneur

Cameroun

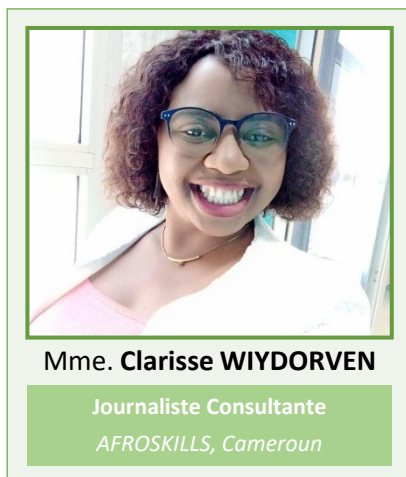


Mme. Anne-Sylvie GNABEHI

Entrepreneure, CEO

APEN MEDIA, Belgique

Modération



Etat des lieux

Lorsqu'il s'agit d'investir dans leurs pays et sur le continent, les entrepreneurs africains se montrent très créatifs et intelligents par leurs idées novatrices et leur résilience dans des environnements difficiles. Malgré cette bonne volonté, la conversion des idées commerciales en startups et en entreprises prospères est significativement faible comparée à d'autres régions du monde.

En effet, les entrepreneurs africains déplorent les conditions défavorables qui pénalisent leurs initiatives. Ils font face à de nombreux défis, notamment un accès difficile au financement, à la technologie et aux bonnes compétences. Beaucoup citent l'absence de bonnes informations et des partenaires, collaborateurs ou interlocuteurs adéquats, parmi les principaux obstacles qui aggravent les défis structurels de la levée des fonds, de l'accès à la technologie, de la protection de la propriété intellectuelle et la rareté de la main-d'œuvre compétente.

Selon Dr. AMBE, le sujet de la diaspora africaine a fait l'objet de nombreuses discussions sur la définition et sa contribution à la construction de l'Afrique. Pour lui, une diaspora africaine, est une personne qui a quitté le continent africain pour aller hors du continent, soit pour acquérir des compétences, une richesse,

Une diaspora africaine, est une personne qui a quitté le continent africain pour aller hors du continent, soit pour acquérir des compétences, une richesse, un talent ou pour développer celles déjà acquises.

Dr Valentine AMBE

un talent ou pour développer celles déjà acquises. Elle représente un réservoir économique, politique, mental, physique, émotionnel, financier et une main d'œuvre pouvant stimuler le développement de l'Afrique. La diaspora africaine est une ressource particulière, à laquelle le continent doit accorder une valeur essentielle car elle représente un réservoir de talents et un capital économique et social énorme.

Pour compléter, Dr SAHA KAMTA estime que *la planche des personnes qualifiées pour être appelées diaspora africaine doit être étendue à celles de la deuxième et de la troisième génération.* Il semble que même l'Union Africaine (UA) n'en tienne pas vraiment compte. Celles-ci, représentent une ressource humaine importante sur laquelle le continent peut également compter. Seulement, la question est de savoir, si l'Afrique est prête à leur ouvrir ses portes ?

Quelle que soit la génération à laquelle elle appartient, la diaspora est confrontée aux mêmes défis pour contribuer à la relance des économies des pays africains. Le Dr AMBE estime lorsqu'il s'agit de développer les affaires et l'autonomie économique sur le continent africain, la première difficulté est celle de l'entrée sur le territoire où elle voudrait entreprendre. A cela, on peut ajouter les politiques fiscales peu favorables et l'instabilité politique. Tous ces éléments se conjuguent pour créer une atmosphère d'insécurité. Elles constituent des menaces pour le développement économique, l'expansion financière, de la technologie et l'industrialisation, car les gens ne peuvent pas investir là où il n'y a pas de sécurité.

Raison pour laquelle, Dr KAMTA pense que les politiques favorables et la transparence peuvent favoriser le financement des projets entrepreneuriaux par la diaspora en Afrique. Pour lui, ceci encourage d'oser et mettre à l'épreuve l'esprit d'entreprise qui suppose d'accepter les échecs, trouver les moyens de se relever et puis de faire échos des difficultés et méthodes pour informer les autres. Cela implique chercher une solution là où il y a un problème et parler de la solution pour édifier les autres.

Mettant l'accent sur les défis et possibilités de financement de la diaspora, Mme GNABEHI relève qu'il est difficile de façon individuelle pour un membre de la diaspora de mener un projet d'envergure. Aussi la culture africaine qui est marquée par la solidarité et le communautarisme devrait être le socle des initiatives de développement de l'investissement de la diaspora sur le continent.

La culture africaine qui est marquée par la solidarité et le communautarisme devrait être le socle des initiatives de développement de l'investissement de la diaspora sur le continent. Il serait judicieux de mutualiser les investissements et les financements pour des projets d'envergure

Anne Sylvie GNABEHI

En cela, Mme GNABEHI pense qu'il serait judicieux de mutualiser les investissements et les financements. Cela pourrait se faire à travers les mécanismes de financement participatif comme le crowdfunding. Pour elle, même si cette culture participative du financement n'est pas encore populaire auprès de la diaspora africaine, il est nécessaire de la promouvoir, dans la mesure où elle favorise à la fois, la sécurisation juridique des fonds et permet de résoudre la problématique de la confiance au sein de la diaspora. Pour elle, la mise sur pieds du financement participatif peut se faire par le biais de plateformes digitales de collecte ou de gestion de fonds.

Faudrait étendre la notion de diaspora aux deuxièmes et troisièmes générations de migrants et mettre en place des politiques favorables et assurer la transparence pour favoriser le financement des projets entrepreneuriaux par la diaspora en Afrique

Dr Florentin SAHA KAMTA

Pistes de solutions

Les solutions suivantes ont été proposées comme les initiatives à entreprendre pour que la diaspora puisse véritablement jouer son rôle dans le développement de l'Afrique :

- Accroître la confiance entre les uns et autres au sein de la diaspora africaine ;
- Mettre sur pied des cadres de concertation permanent avec les gouvernements africains ;

- Surmonter les défis juridiques et fiscaux présentés comme des freins à l'entrepreneuriat de la diaspora sur le continent ;
- Multiplier les plateformes d'échange sur le rôle de la diaspora dans le développement de l'Afrique ;
- Développer des partenariats commerciaux solides et de confiance avec les partenaires locaux sur le continent.

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

4.1. Conclusions

Comme noté plus haut, l'Afrique est confrontée à un énorme déficit de compétences. Or, des ressources humaines qualifiées sont nécessaires pour construire et entretenir la vision de développement transformatrice, à l'horizon 2063 portée par l'Union Africaine.

Selon le S&P Global Ratings (août 2021), la population africaine en âge de travailler (entre 15 et 64 ans), va augmenter de plus de 200 %, pour dépasser 1, 1 milliard d'ici 2050. Puisqu'il y a les gens, mais que les compétences manquent, le défi est d'offrir à cet important vivier de capital humain potentiel, l'éducation et les compétences nécessaires pour une croissance socioéconomique durable. Relever ce défi exigera de faire avancer les stratégies du savoir et des compétences par la réforme des politiques de développement du capital humain, fermement ancrées dans les systèmes nationaux de connaissances et des valeurs. La synergie impliquant les autorités publiques, les universités et centre de formation professionnelle, les partenaires au développement, le secteur privé et la société civile est ici très importante.

Les contributions effectuées durant cette semaine dédiée aux compétences africaines confirment que :

- Les réformes politiques doivent être ancrées dans des stratégies nationales de développement du capital humain ;
- L'offre de compétences dans les secteurs stratégiques et d'innovation doit être renforcée ;
- La simple acquisition des compétences par les jeunes ne conduit pas à l'employabilité et la disponibilité des compétences n'est pas une condition suffisante pour la croissance économique ;
- Les politiques économiques, commerciales et d'industrialisation doivent mettre l'accent sur la R&D pour produire des résultats répondant aux besoins spécifiques de l'Afrique ;
- Les Etats africains doivent explorer de nouveaux mécanismes et outils pour financer le développement des compétences ;
- La diaspora africaine doit jouer un rôle plus accru dans le développement de l'offre de formation et de financement du développement des compétences.

Conformément aux points ci-dessus, il a été reconnu que l'édition 2022 de la Semaine des Compétences Africaines a réussi le pari de proposer des solutions concrètes pour combler le déficit de compétences en Afrique. Toutefois, ces solutions doivent être suivie d'initiatives d'implémentation fondées sur la synergie des parties-prenantes et des mesures de soutien technique et financier.

4.2. Recommandations

Pour atteindre l'objectif de *faire avancer les stratégies du savoir et des compétences en Afrique*, en accord avec les conclusions ci-dessus, d'importantes recommandations ont été formulées par les experts à savoir:

- La nécessité d'une synergie d'action entre les autorités publiques, les universités, centres de formation professionnelle et le monde professionnel, pour bâtir des formations adaptées aux besoins réels des économies africaines ;
- La création des cadres d'échanges, de référentiels et carrefours des métiers, et d'une alliance des compétences africaines (ou renforcer celles existantes) pour proposer des stratégies et solutions permettant de développer les compétences dans les secteurs d'activités, afin de

pouvoir anticiper la réactivité de l'offre de formation des jeunes, face aux évolutions technologiques et économiques dans la logique de l'agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) ;

- L'intensification des investissements dans la R&D pour améliorer et étendre les mécanismes de collecte et d'analyse des données, informatiser les décisions et orienter les besoins dans les domaines prioritaires comme l'agriculture, la santé et l'éducation ;
- L'accompagnement des jeunes innovateurs par la mise sur pied des incubateurs. Celui-ci, peut prendre la forme d'une formation, d'amélioration des cadres juridiques, de recherche des partenaires techniques et financiers, etc ;
- L'africanisation des langues africaines autour desquelles les africains pourraient se retrouver, pour permettre aux jeunes diplômés et apprenants africains d'échanger et connaître leur environnement, leurs problèmes, leurs origines et leurs visées ;
- L'élargissement de l'assiette des investisseurs de l'éducation au secteur privé, pour créer des métiers dans la formation, en mettant en avant les mécanismes alternatifs de financement de la formation et R&D, tels les financements participatifs (crowdfunding, Business Angels, etc.) ;
- Capitaliser le système PAPSS (Pan-African Payment and Settlement System), comme solution pratique permettant la circulation efficace et sécurisée des fonds, à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), pour engager des réformes juridiques facilitant les investissements régionaux dans le développement des compétences en Afrique ;
- La mise sur pied des cadres de concertation permanents, pour surmonter les défis juridiques et fiscaux, résoudre la question du manque de confiance et échanger sur le rôle de la diaspora, afin d'endiguer les freins à l'entrepreneuriat de la diaspora et développer des partenariats commerciaux solides avec les partenaires locaux sur le continent.

5. RÉFÉRENCES

- 1- Albert Savana, « Transition démographique : la force de travail de l'Afrique va augmenter de 200% d'ici 2050 (S&P) », *Financial Afrik*, août 2021 ;
- 2- George AFETI et Ayélé Léa ADUBRA, « Développement des compétences techniques et professionnelles tout au long de la vie pour une croissance socioéconomique durable de l'Afrique », *Triennale de l'ADEA sur l'éducation et la formation en Afrique*, Ouagadougou, Burkina Faso, 12-17 février 2012 ;
- 3- Mamadou Ndoye et Richard Walther, « Des connaissances, compétences et qualifications critiques pour un développement accéléré et durable de l'Afrique », *Synthèse générale, Document présenté à la Triennale 2012 de l'ADEA sur l'éducation et la formation en Afrique*, 11-17 février 2012, Ouagadougou, Burkina Faso ;
- 4- Patrice Fonlladosa et Patrick Sevaistre, « Formation et insertion des jeunes en Afrique : un investissement stratégique pour les entreprises », *La tribune Afrique*, Oct 2021 ;
- 5- Sajitha Bashir, « L'impératif du développement des compétences pour la transformation structurelle de l'Afrique sub-saharienne : potentiel de la collaboration entre la Chine et la Banque mondiale et l'Afrique », *Groupe de la Banque mondiale, Forum Investir en Afrique*, 2015 ;
- 6- Thomas Hervé Mboa Nkoudou, « Stratégies de valorisation des savoirs locaux africains : questions et enjeux liés à l'usage du numérique au Cameroun », *Éthique publique*, vol. 17, n° 2, 2015; <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.2343>
- 7- African Development Bank Group, "Skills for Employability and Productivity in Africa (SEPA)", *Action Plan, 2022-2025*;
- 8- *Rapport de la Réunion d'experts, « Développement des compétences techniques et professionnelles en Afrique », Organisée par le Centre de développement de l'OCDE et la Banque africaine de développement avec le soutien de l'Agence française de développement*, 10 décembre 2007, Paris, France ;
- 9- Jeune Afrique, « Un homme sur quatre sera africain en 2050 », juin 2013, <https://www.jeuneafrique.com/18913/economie/un-homme-sur-quatre-sera-africain-en-2050/>
- 10- Initiative du Développement des Compétences pour l'Afrique, « Développement des compétences nécessaires à la subsistance pour les jeunes en Afrique : Approches de l'apprentissage à distance et de l'apprentissage numérique pendant la période de la COVID-19 et au-delà », *Union Africaine, Agence de l'Union Africaine pour le Développement*, mai et juin 2020 ;
- 11- Banque Mondiale, « Le développement des compétences en Afrique subsaharienne : un exercice d'équilibre », Sep 15, 2020 ;
- 12- Union Africaine, « stratégie continentale pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) en faveur de l'emploi des jeunes 2016-2021 », 2016 ;
- 13- Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA) : « La qualification en Afrique : changement de paradigme vers le développement des compétences techniques et

professionnelles », Août 2014, consulté sur : <https://www.adeanet.org/fr/blogs/la-qualification-en-afrique-changement-de-paradigme-vers-le-developpement-des-competences>

6. ANNEXES

Annexe 1 : Les Experts

- **Mr. Mislain Hakou**, Enseignant chercheur en Science de l'information et de la communication & consultant en marketing et communication - Cameroun ;
- **Mr. Paul Betia**, Directeur des opérations chez Afroskills - Cameroun ;
- **Mme. NGU ANU Alice**, Enseignante chercheuse & Consultant en gestion d'affaires - Cameroun ;
- **Mme. ABIDI LEILA**, Chef de division développement et relation avec l'entreprise à l'Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle (ATFP) - Tunisie ;
- **Mr. EZENWA NWAGWU**, Executive Director Peering Advocacy and Advancement Center In Africa – Nigéria ;
- **Mr. AKUM NDIP**, Chargé de cours à l'Institut Universitaire du Golf de Guinée/Economiste- Cameroun ;
- **Mr. MBOFUNG JAVANS**, Enseignant, entrepreneur, expert en devises, investisseur agricole - Cameroun ;
- **Dr. Akassi Léonie KANGA**, linguiste, Entrepreneure, sensible aux questions relatives aux ressources humaines - France ;
- **Dr. Nfor Napoleon**, Vétérinaire / Conseiller STEAMS - Cameroun ;
- **Mme Ferial Ezzine Bouden**, Directrice de coopération internationale à l'Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle (ATFP) – Tunisie ;
- **Pr. KANDA NTUMBA Jean Marie**, Doyen de la faculté polytechnique de l'Université de Lubumbashi. Docteur, Ingénieur Civil en Chimie Industrielle - République Démocratique du Congo (RDC) ;
- **Mr Radhi Maaoui**, Chef de projet des programmes d'intégration des TIC dans le processus d'apprentissage et du développement des ressources numériques au Centre National Tunisien des Technologies en Education (CNTE) - Tunisie ;
- **Dr Fossi Yannick**, Ingénieur de recherche à IFREMER - France ;
- **Mr. Gérard BOBDA**, CEO, LIJADA Oil & Gas Consultant - USA;
- **Dr. Felix Idongesit OYOSORO**, Enseignant au Département d'histoire et des relations internationales, Université Veritas d'Abuja - Nigeria ;
- **Mr. Richard AGYEKUM**, CEO Experts Skills - Ghana;
- **Mr. SALIFU ALI**, Directeur exécutif du Centre africain pour le développement et l'innovation sociale (ACDSI) - Ghana;
- **Mr. Alexander OWOLABI**, Co-fondateur de Make-it-Wow! Surprises & Japa.ru – Allemagne ;
- **Dr Florentin SAHA KAMTA**, Responsable formation et qualité (dispositifs médicaux)- Allemagne;

- **Dr. Valentine AMBE**, Entrepreneur - Cameroun ;
Mme. Anne-Sylvie GNABEHI, Entrepreneure, Fondatrice d'APEN Media Consulting Asbl, Présidente de l'ONG, MAYERA Pour L'enfance - Côte d'Ivoire

Annexe 2 : Rapport de l'édition 2022 du Concours d'Idées d'Affaires Africaines (CIAA 2022)

Le concours d'idées d'affaires Africaines, dénommé « Africa Business Ideas Competition » est organisé chaque année par AfroSkills pour rencontrer, identifier et soutenir des idées innovantes et entrepreneuriales portées par des étudiants, entrepreneurs et chercheurs africains. Le concours se déroule en français et en anglais et met l'accent sur l'entreprenariat de la quatrième révolution industrielle. Tous les secteurs d'activités sont concernés : l'agro-industrie, l'énergie, la transformation numérique, art et culture, nutrition et santé, environnement et assainissement, mécanique et robotique, immobilier, etc. Les projets prometteurs bénéficient de l'accompagnement d'AfroSkills pour leur maturation et la recherche des financements, à travers sa plateforme d'incubation dénommée, **Rabawa**, qui signifie « **partager** » en Hausa, une des langues les plus parlées en Afrique.

La première édition organisée en 2022 a attiré des projets de 15 pays Africains : La République Démocratique du Congo (RDC), la République du Congo, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Sénégal, le Mali, le Tchad, la Zambie, la Mauritanie, le Niger, le Benin, le Gabon, le Burkina Faso et l'Ouganda. Sur 383 candidatures, seuls 120 projets ont passé les critères d'acceptation sur la plateforme du Concours. Les projets éligibles ont été évalués par des experts ayant à la fois des compétences sectorielles et en montage de projets.

Le concours a commencé par les phases éliminatoires, qualificatives pour les quarts de finales, qui comme les demi-finales et la finale ont eu lieu au cours de la semaine des compétences Africaines. 40 candidats ont atteint les quarts de finales, 20 le demi-finales et 10 la finale. Cette dernière a clôturé la SCA 2022 et a consacré les lauréats qui ont reçu les prix suivants :

- **Le premier prix, 2500 Euros, a été décerné au projet SOTILMA porté par deux étudiants Sénégalais : Samba THIOUBE et Bineta DIALLO.** Le projet consiste en l'optimisation de la gestion des eaux des installations agricoles et industrielles grâce à un compteur d'eau intelligent, piloté à distance avec ou sans internet. Il permet à l'utilisateur d'ouvrir et fermer automatiquement les vannes via une application mobile sur une distance maximale de 2 km pour les petites installations et de 7 km pour les grandes installations.
- **Le second prix, 1500 euros, a été décerné au projet TRANSPLACA porté par Inès MUNGAZI, jeune entrepreneure de la République Démocratique du Congo.** Le projet consiste en la transformation des déchets plastiques en carburant (gasoil) à partir d'un processus connu sous le nom de pyrolyse.
- **Le troisième prix, 1000 euros a été décerné au porteur du projet Kwasu Vr Tours, porté par Vera KWASU, jeune entrepreneure Zambienne.** Le projet consiste à permettre aux touristes de découvrir une destination sans s'y rendre physiquement grâce aux outils de réalité virtuelle.